

**La réunion de la COP15 sur la biodiversité, Montréal,
7- 19 décembre 2022**

Des discussions sur le nouveau cadre de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique se tiennent à Montréal



Action à Montréal pour la justice climatique, 23 septembre 2022

- **Calendrier d'événements**
- **Mobilisation policière massive : les forces policières utilisent la conférence sur la biodiversité comme exercice tactique**

La réunion de la COP15 sur la biodiversité, Montréal, 7- 19 décembre 2022

Des discussions sur le nouveau cadre de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique se tiennent à Montréal

La 15e conférence des parties (COP15) à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) se tient à Montréal, siège du secrétariat de la CDB, du 7 au 19 décembre. La CDB a été signée lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992, puis ratifiée par environ 195 pays, mais pas par les États-Unis. Aujourd'hui, 196 pays sont parties à la CDB et 12 000 délégués de ces pays devraient participer à la conférence de Montréal. Le premier ministre Justin Trudeau devrait

s'adresser à la conférence, mais aucun chef d'État ni aucun chef de gouvernement n'est attendu.



Les délibérations de Montréal constituent la deuxième phase d'un processus qui a débuté l'année dernière à Kunming, dans le sud-ouest de la Chine, et qui vise à négocier et à adopter le « Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ». Ce cadre s'appuierait sur le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 des Nations unies et sur les objectifs d'Aichi en matière de biodiversité, signés à Aichi, au Japon, en 2010. Le pacte d'Aichi a fixé 20 objectifs pour tenter de ralentir l'érosion de la biodiversité d'ici 2020, dont aucun n'a été atteint en totalité.

La présidence de la COP15 est actuellement assurée par la Chine, où cette phase de la COP15 devait initialement avoir lieu à Kunming. Elle a été déplacée en raison des éclosions de COVID-19.

Huang Runqiu, président de la COP15 et ministre de l'Écologie et de l'Environnement de la Chine, dans une entrevue accordée le 3 décembre au *China Daily*, a expliqué l'importance de la nécessité de protéger la diversité biologique. Il a notamment déclaré ce qui suit :

« Nos vêtements, notre alimentation, nos logements, nos moyens de transport, tous les aspects de notre vie matérielle et culturelle, sont étroitement liés à la biodiversité. La biodiversité nous fournit une nourriture riche, de l'air frais, de l'eau propre et les produits nécessaires à la production et à la vie comme les vêtements, le bois et les matières premières pour la médecine et l'industrie. Elle rend la Terre pleine de vigueur et de vitalité, la fertilise comme l'eau et les racines [nourrissent une plante] et jette les bases d'un développement économique durable.

« Les données montrent qu'environ la moitié du PIB mondial est liée à la biodiversité. Les moyens de subsistance de plus de trois milliards de personnes dépendent de la biodiversité marine et côtière. Les moyens de subsistance de plus de 1,6 milliard de personnes dépendent des forêts et des produits forestiers non ligneux. Et environ 70 % des personnes vivant dans la pauvreté dépendent d'activités telles que l'agriculture, la pêche et la sylviculture. Quant aux soins de santé, 70 % des médicaments contre le cancer sont des produits naturels ou proviennent de composés chimiques trouvés dans des produits naturels.

« De plus, la biodiversité joue un rôle important dans le maintien de l'équilibre écologique naturel, par exemple en favorisant les sources d'eau, en purifiant l'environnement, en conservant l'eau et le sol, en prévenant ou en atténuant les catastrophes naturelles, en préservant la sécurité alimentaire et en protégeant la santé humaine.

« Au fil des ans, la communauté internationale a pris pleinement conscience de l'importance capitale de la biodiversité et a pris des mesures pour la protéger.

« Cependant, la détérioration de la biodiversité n'a pas connu de changements fondamentaux.

« En mai 2019, la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et

les services écosystémiques (IPBES) a publié un rapport. Ce rapport montre qu'en raison de l'activité humaine, 75 % de l'environnement terrestre et 66 % de l'environnement marin de la Terre ont été considérablement modifiés, plus de 85 % des zones humides ont disparu et environ un quart des espèces sont menacées d'extinction.

« L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a déclaré dans un rapport de 2020 que 41 % des amphibiens, 26 % des mammifères et 14 % des oiseaux sont menacés d'extinction. La crise mondiale de la biodiversité s'aggrave.

« Face à la perte de biodiversité mondiale, nous, les humains, vivons dans une communauté d'un avenir partagé et aucun pays, aucune organisation ou aucun individu ne peut rester à l'abri. »

Au sujet du déroulement de la conférence de Montréal, Zhou Guomei, directrice du département international du ministère de l'Écologie et de l'Environnement de la Chine, a dit aux journalistes le 28 novembre que les négociations jusqu'à présent n'avaient pas été « sans heurts ». La conférence de Montréal devrait déboucher sur un accord qu'elle a qualifié d'« ambitieux », mais également de « pragmatique, équilibré, faisable et réalisable ».

Lors de la première phase des négociations de l'année dernière, plus de 100 nations ont signé la déclaration de Kunming, qui appelle les signataires à inclure de toute urgence la protection de la biodiversité dans tous les secteurs de l'économie. Selon Mme Zhou, le consensus n'a pas été atteint sur des questions comme le financement des efforts de conservation dans les pays les plus pauvres. Elle a expliqué que des différences subsistent sur un certain nombre de questions. La réussite de l'accord dépendra des mécanismes qui seront trouvés pour mobiliser les ressources et le soutien financier nécessaires à la mise en oeuvre effective des objectifs du prochain cadre pour la biodiversité, a-t-elle ajouté.

Cui Shuhong, directeur du département de la protection écologique naturelle du ministère de l'Écologie et de l'Environnement de la Chine, a déclaré que les pays devaient « réfléchir pleinement » à la possibilité d'atteindre de nouveaux objectifs.

Il a dit : « Nous devrions tirer pleinement parti de l'expérience et des leçons de la mise en oeuvre des objectifs d'Aichi, non seulement pour renforcer l'ambition et la confiance dans la conservation de la biodiversité mondiale, mais aussi pour être terre à terre et réaliste. »

(Secrétariat de la CDB de l'ONU, Gouvernement du Canada, Reuters, China Daily)



Calendrier d'événements

Montréal

Grande marche pour le vivant

Samedi, 10 décembre – 13 h - 17 h

Monument sir George-Étienne Cartier, Parc du Mont-Royal

Organisé par *Collectif COP15*

Soixante-sept organisations de la société civile québécoise ont mis sur pied le Collectif COP15 qui organise un événement « Grande marche pour le vivant » le 10 décembre prochain. Le Collectif COP15 rassemble des organisations des secteurs de l'environnement et de la conservation, du développement international, de la jeunesse, des organisations autochtones, des syndicats, des organisations financières, des fondations philanthropiques et des centres de recherche. Il décrit la COP15 comme un tournant pour la préservation de ce qui est vivant. Le Collectif est déjà mobilisé pour agir sur la perte sans précédent de la biodiversité au Québec et dans le monde.

D'autres manifestations qui visent la COP15 les 7 et 9 décembre affirment qu'elle a pour objectif de faire de l'écoblanchiment (greenwashing) des activités de ceux qui profitent de la destruction de la biodiversité : « Face à la crise climatique, nous avons besoin d'un changement de système que la COP15 ne peut nous offrir. En effet, on en est à la quinzième COP15, qui suit de près la décennie de mobilisation de l'ONU sur la biodiversité. Fidèles à leurs habitudes de greenwashing les États et les entreprises écocidaire profiteront de ce sommet pour financer la destruction de la biodiversité en se serrant la main gaiement », déclarent les organisateurs.

« On ne peut pas se résoudre à cette hypocrisie alors que les conséquences se font sentir sur les pays les plus pauvres et les populations les plus marginalisées : la solution réside dans l'action et la résistance populaire. Ceci est un appel à toutes les personnes et les groupes qui le souhaitent à rejoindre une manifestation large pour la biodiversité et contre la COP15.

« La COP15 risque d'être l'un des derniers sommets à Montréal : mobilisons-nous contre cette 15e mascarade, contre la course au profit et contre des réformes pourries ! », disent les organisateurs.

Mercredi 7 décembre
7 h – Rassemblement à la Places d'Armes
9 h – Rassemblement au Cégep du Vieux Montréal
10 h 30 – Rassemblement à l'UQAM, coin Ste-Catherine et St-Denis

MANIFESTATIONS
CONTRE LA COP15

MERCREDI 7 DÉCEMBRE
★ 7H – PLACE D'ARMES
★ 9H – CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL
★ 10H30 – UQAM, STE-CATHERINE / ST-DENIS

VENDREDI 9 DÉCEMBRE
★ 15H – CARRÉ SAINT-LOUIS

SAMEDI 10 DÉCEMBRE
★ 18H – CORTÈGE ANTICAPITALISTE, ANTICOLONIALISTE
ET ANTI-IMPÉRIALISTE (STATUE DU MONT-ROYAL)

fucklacop15.org

Vendredi 9 décembre – 15 h
Manifestation contre la COP15 et pour la biodiversité !
Carré Saint-Louis, Montréal



▲

Mobilisation policière massive : les forces policières utilisent la conférence sur la biodiversité comme exercice tactique

Une présence policière massive et diverses nouvelles mesures de sécurité ont été déployées à Montréal dans le cadre de l'événement de la COP15 qui a lieu au Palais des congrès du 7 au 19 décembre. Il s'agit de la plus vaste et complexe opération policière ayant lieu à Montréal en vingt ans, a dit une porte-parole de la police de Montréal aux médias le 3 novembre. L'opération

comprend un large périmètre de sécurité qui a déjà été érigé autour du Palais des congrès.

Selon les agences de presse, la sécurité à la COP15 relèvera du Groupe intégré de sécurité (GIS), qui comprend la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la Sûreté du Québec (SQ) et le Service de police de Montréal (SPVM).

Ce qu'on tente d'abord de passer comme message est la possibilité d'une attaque létale contre la conférence. Le GIS dit qu'il est prêt à répondre à toute éventualité, même les scénarios les plus extrêmes comme les menaces de type CBRNE (les menaces chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires ou explosives). Il est fier d'être prêt à faire face à tout scénario qui pourrait être provoqué par un « contexte socio-politique mondial tendu ». Selon Tasha Adams, une caporale de la Gendarmerie royale du Canada : « Lors de tout événement majeur, un protocole de CBRNE fait partie intégrale du plan opérationnel du groupe de sécurité intégrée. Dans ce cas, l'équipe CBRNE sera mobilisée au besoin. »

Dans la vie de tous les jours, aucune de ces forces policières n'a la réputation de veiller à la sécurité dont les gens ont besoin. Au contraire, elles sont devenues notoires par leur négligence ou leur violence contre les plus vulnérables de la société — les minorités nationales, les personnes ayant des problèmes de santé mentale, les jeunes, les femmes, les itinérants et les peuples autochtones. Le but des mesures de sécurité prises en ce moment est de donner à la police l'occasion de mener des exercices réels dans un environnement urbain.

En prenant en compte l'expérience du peuple dans sa mobilisation contre le Sommet de l'Organisation des États américains en 2000 à Windsor, contre la Zone de libre-échange des Amériques et la militarisation de la ville de Québec en 2001, contre le G20 à Toronto en 2010 et la visite de George W. Bush à Ottawa, entre autres, il est raisonnable de conclure que le but de l'État, de sa police et de ses agences de renseignement est d'utiliser la conférence pour mener des exercices tactiques comme ils l'ont fait à chacun de ces événements.

À Québec, l'objectif fixé était de compter combien de grenades de gaz lacrymogènes par minute ils pouvaient lancer sur les manifestants derrière le périmètre de sécurité. À Ottawa, ils ont eu recours à des chiens pour censément renifler des explosifs – qui s'est avéré un échec et une expérience peu populaire. À Toronto, ils ont dû éventuellement verser des milliers de dollars en dédommagements aux manifestants qu'ils ont pris en souricière et placés dans des installations de détention en violation de leurs droits civils et humains.

Aussi est-il raisonnable de présumer que toute référence aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires vise à promouvoir la prétention des services de renseignement comme quoi la sécurité du Canada est menacée et que les Canadiens devraient appuyer des lois adoptées sous prétexte qu'il faut enrayer l'ingérence étrangère dans les affaires du Canada.

Les agences de presse indiquent que le SPVM sera responsable de la sécurité à l'extérieur du site où a lieu l'événement, le Vieux-Port de Montréal, en escortant des convois et en contrôlant la circulation et les foules. La SQ, pour sa part, accompagnera les convois de dignitaires et gèrera la circulation.

Le SPVM évalue à 25 millions de dollars les coûts de l'opération, qui seront couverts entièrement ou en partie par le gouvernement fédéral. Le nombre total d'agents déployés n'est pas divulgué, mais le SPVM a demandé à ses agents de se porter volontaires pour travailler pendant l'événement. Les agents de police de la ville de Québec, Laval, Longueuil et Gatineau seront aussi déployés pour assister le SPVM.

Des plans d'intervention font aussi partie des mesures de sécurité, y compris des scénarios où les délégués de la COP15, et possiblement des manifestants, sont exposés à des matières dangereuses et qu'il faut trouver comment intervenir auprès d'eux et à quel endroit. Parmi les scénarios prévus, il y a la capacité de réagir à des problèmes tels que trouver un endroit où les gens pourraient aller

advenant une évacuation. Selon les agences de presse, le Palais des congrès sera déclaré zone internationale sous la responsabilité du département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies.

Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) est aussi prêt « à toute éventualité ».

Irène Marcheterre, la directrice des communications du CHUM, dans une entrevue avec *La Presse*, a déclaré : « Notre plus grande préoccupation, ce sont surtout les manifestations ou marches qui pourraient arriver de façon impromptue autour de notre périmètre, ce qui ralentirait l'accès aux milieux de soins ». Le CHUM demande aux organisateurs de respecter le corridor d'accès à l'hôpital, afin de pouvoir prendre en charge les patients qui en auront besoin, a-t-elle dit. Pour quelle raison des manifestants empêcheraient l'accès aux hôpitaux, elle ne le dit pas, mais le CHUM par contre affirme qu'il a créé une unité de crise à la fin du mois d'octobre en s'appuyant sur des exemples récents comme les grèves étudiantes de 2012 ou la grande manifestation d'un demi-million de personnes en septembre 2019. Tout cela sert à militariser la vie et entretenir le narratif des agences de renseignement comme quoi les gens sont des délinquants dont les activités représentent un danger pour la population.

« On a ajouté une équipe d'agents de sécurité avec des agents et des agents événementiels qui pourront se déplacer d'une entrée à l'autre, selon les événements. On parle d'une dizaine d'agents de plus dans un premier temps, mais on pourrait en ajouter davantage », a dit Josée Rondeau, la coordonnatrice aux mesures d'urgence et à la sécurité au CHUM.

Plusieurs signaleurs routiers s'ajouteront également au personnel du centre hospitalier, en plus de la police de Montréal, afin de l'aider à adapter les parcours des ambulances en cas d'obstacles, ajoute le CHUM.



www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca